ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 888

Texte de la question

RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES
SUR LA GESTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

M. le président. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Claude Goasguen. Ma question s'adresse au ministre de l'éducation nationale. " Gérer les enseignants autrement ", voilà qui pourrait n'être que l'intitulé de ma question. En réalité, il s'agit du titre du rapport sur l'éducation nationale rendu la semaine dernière par la très sérieuse Cour des comptes. Sa conclusion est simple : l'augmentation quantitative des enseignants ne fait pas la qualité des enseignements. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-Pierre Dufau. Sa diminution non plus !

M. Claude Goasguen. Personne n'y trouve son compte, ni les élèves, ni les enseignants. Votre plan d'embauche de 60 000 enseignants, monsieur le ministre - pourquoi, d'ailleurs, 60 000 plutôt que 50 000 ou 80 000, nous attendons des explications - ne change rien à la situation.

M. Franck Gilard. C'est pour les syndicats, peut-être !

M. Claude Goasguen. Cette politique de massification plombe le budget de l'État. Le moral des enseignants est à la baisse, car ils attendaient une juste revalorisation de leur métier. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Vous remettez en cause les salaires en les bloquant, monsieur le ministre, et vous avez supprimé les heures supplémentaires comme leur défiscalisation. Vous ne parvenez pas à recruter de nouveaux enseignants d'un niveau satisfaisant. Tout cela ne s'améliorera pas, au contraire !

Le président socialiste de la Cour des comptes, Didier Migaud, a fait tomber un tabou, que les syndicats conservateurs et vous-mêmes, monsieur le ministre, avez tenté de faire perdurer : la quantité ne fait pas la qualité de l'éducation nationale ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Yves Durand. Non ! Ce n'est pas ce qu'il a dit !

M. Claude Goasguen. Il est temps, monsieur le ministre, de tenir compte de tant d'années de croyance infondée ! La Cour des comptes vous le dit, vous faites fausse route ! Quand cesserez-vous, monsieur le ministre, de vous draper dans une idéologie rétrograde, voire réactionnaire, pour travailler à la qualité de l'enseignement ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* Monsieur le député, la Cour des comptes a rendu un rapport portant sur les années antérieures à 2012. Il ne juge donc pas notre politique. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Il établit très nettement ce que nous avons toujours dit : une politique quantitative ne suffit pas, il faut aussi une politique de réforme ! La vôtre était obsédée par la quantité : 80 000 suppressions de postes pour des raisons exclusivement financières ! Ce faisant, vous n'avez mené à bien aucune des grandes réformes dont notre éducation nationale a besoin ! Au contraire, vous l'avez affaiblie en supprimant la formation des professeurs, dont le rétablissement est la première recommandation de la Cour des comptes et sera mis en oeuvre dès l'année qui vient.

Vous évoquez, monsieur le député, les salaires. La revalorisation dans l'enseignement primaire accordée par

Luc Chatel, que vous pouvez consulter, au cours de sa dernière année au ministère, s'est élevée à 70 millions d'euros. Le rétablissement d'une année de stage dès la rentrée 2013 mobilisera 800 millions d'euros destinés aux salaires des enseignants !
M. Marc-Philippe Daubresse. Aux frais du contribuable !
M. Vincent Peillon, *ministre.* Nous travaillons, avec les moyens que nous avons demandés, aux conditions de la réussite scolaire, à l'accueil des moins de trois ans que vous avez détruit, aux moyens de remplacement dans l'école primaire et à la formation des enseignants. Opposer sans cesse le quantitatif et le qualitatif comme vous le faites, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, c'est de l'archaïsme ! Nous, nous utilisons les moyens pour conduire les réformes dont dépend la réussite éducative.
En dix ans, vous avez laissé une dette financière, mais vous avez également laissé une dette éducative cruelle pour notre pays ! Nous oeuvrons, nous, au redressement et conduisons les réformes que vous auriez voulu faire mais dont vous n'avez eu ni les moyens ni le courage ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Claude Goasguen
Circonscription : Paris (14e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 888
Rubrique : Enseignement
Ministère interrogé : Éducation nationale
Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 29 mai 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 mai 2013